

*Les crédits*

diens et aux Canadiennes avec beaucoup de réflexions et de débats à l'intérieur de notre formation politique.

La priorité de notre gouvernement, c'est l'emploi. Dès notre première journée au travail, le nouveau gouvernement a commencé à tenir ses promesses et à mettre en place des initiatives pour créer des emplois, remonter l'économie, et activer la croissance économique dont les Canadiens et les Canadiennes avaient été privés pendant les dernières années de règne du gouvernement conservateur.

Le budget du 24 février que nous avons présenté à la population canadienne a continué à appliquer les mesures que le gouvernement avait commencé à mettre en place. Nous avons eu le programme d'infrastructure qui est un programme qui créera directement des emplois, qui renouvelera l'infrastructure à travers le Canada et qui fera démarrer la croissance économique dont on a tellement besoin. Dans le dernier budget, le gouvernement a mis l'accent, comme moteur économique, sur les petites et moyennes entreprises avec plusieurs initiatives visant à alimenter celles-ci à travers le Canada afin qu'elles puissent créer des emplois.

Nous avons aussi mis l'accent sur le secteur informatique et celui de la haute technologie, qui, d'après nous, est un autre moteur économique au Canada. Nous avons commencé à revoir plusieurs secteurs de politiques et d'activités gouvernementales à l'aide d'études approfondies au niveau de la politique extérieure, de la défense, et de la sécurité sociale, dont je fais partie à titre de président d'un comité de cette Chambre.

Nous avons pris des initiatives pour que les Canadiens aient confiance en les institutions politiques et les institutions gouvernementales. Les Canadiens ont répondu et on le voit dans les sondages et dans la baisse de mépris que les Canadiens démontrent envers leurs politiciens et envers le gouvernement. Ces mesures ont été prises par un gouvernement, un premier ministre qui a de l'expérience et qui éprouve une passion forte et convaincue pour le Canada et l'avenir du Canada, et qui voit à quel point ce pays peut être une des lumières du XXI<sup>e</sup> siècle.

• (1715)

Les Québécois et les Québécoises ont bénéficié des programmes et des initiatives du gouvernement. Il y a même eu, dans le dernier Budget, des mesures destinées à favoriser l'emploi au Québec. Par exemple, le Québec a été grandement épargné lorsqu'on a fait des coupures difficiles, surtout dans les provinces Atlantiques où la défense est très importante. C'est difficile pour ces provinces-là.

Il y a eu plusieurs programmes auxquels le gouvernement fédéral a participé, conjointement avec le gouvernement du Québec et les entreprises québécoises, pour créer et initier des emplois, notamment dans le secteur de la défense, dans la haute technologie, à Montréal, à Québec et ailleurs.

Il me semble très étrange que l'opposition officielle, qui voudrait que le Québec se retire du Canada, par la motion et par les propos qu'ils ont tenus aujourd'hui, insiste toujours sur le fait que le gouvernement ne donne pas suffisamment d'argent au Québec, ne lui accorde pas assez de fonds, n'essaie pas suffisamment d'alimenter les entreprises au Québec, alors que ce parti voudrait bien que le Québec sorte du Canada. Je trouve cela

ironique et même contradictoire de la part de ce parti qui voudrait se séparer du Canada.

Je pense que lorsque le parti de l'opposition officielle tient des propos semblables, il devrait réfléchir à l'avantage que la présence du Québec dans la Fédération canadienne a pour ses concitoyens, et il devrait essayer de travailler en collaboration avec le gouvernement pour créer des emplois qui alimenteront notre économie. Il devrait travailler à bâtir un Canada meilleur, et non tenter de se séparer de ce grand et important pays.

**M. Antoine Dubé (Lévis):** Madame la Présidente, le député de Cap-Breton Highlands—Canso, que je connais bien, puisqu'il est le président du Comité des ressources humaines auquel je siège, se livre aujourd'hui à l'exercice de critiquer le rôle de l'opposition officielle et de le lier à la souveraineté. Mais auparavant, il a parlé de certaines choses et je voudrais lui rafraîchir la mémoire sur certains faits. Il a dit que le Québec avait été épargné dans le Budget en ce qui concerne les coupures.

J'aimerais lui demander s'il considère vraiment qu'en fermant le Collège militaire royal de Saint-Jean, le seul collège militaire francophone, sur le plan de la défense, le Québec a été épargné, après la démonstration que l'opposition officielle a faite à maintes reprises, et pas juste l'opposition officielle mais le gouvernement du Québec également.

Je ne reprendrai pas le débat de tout à l'heure, mais j'attends encore avec beaucoup d'inquiétude l'action du gouvernement dans le dossier de la MIL Davie. Comme on en parlait tout à l'heure, on n'a encore reçu aucune réponse. Je ne recommencerai pas le débat là-dessus, mais il n'y a rien, aucune réponse là-dessus.

En ce qui concerne les hélicoptères, le gouvernement s'est empressé de se libérer des contrats que les conservateurs avaient passés, cependant, contrairement au projet de loi C-22 sur l'aéroport Pearson de Toronto dont on discute actuellement, il n'y a pas eu d'indemnité.

Autrefois, quand le gouvernement fédéral se retirait de certains projets, il créait un fonds de développement régional, comme dans le cas de Laprade, mais dans ce cas-ci, absolument rien. Pourtant, il s'agissait d'emplois à haute valeur technologique.

Dans tout ça, vous savez, il devrait lui-même partager ces inquiétudes parce que, peut-être pas dans cette Chambre mais dans sa région, il connaît les problèmes qu'ils ont avec le chômage et les pêches. Il devrait lui-même s'inquiéter de la situation. Je comprends que cet après-midi, il est de l'autre côté, il fait partie du gouvernement, il n'ose pas manifester des inquiétudes. Je n'ai pas senti, d'après les nouvelles que j'ai eues, qu'il y avait beaucoup de progrès depuis l'élection du Parti libéral dans son coin de pays, en Nouvelle-Écosse, qui souffre énormément du chômage. Les Québécois, devant cette situation de coupure d'emplois, on parle de 11 000 emplois à haute valeur technologique, sont très inquiets. La réponse appartient au gouvernement.

• (1720)

Nous, de l'opposition, proposons ce débat aujourd'hui parce qu'on trouve que le domaine de la reconversion du militaire au civil est extrêmement important. Ce n'est peut-être pas le plus important, mais c'est un des plus importants actuellement. Alors, au lieu de nous accuser de faire des débats politiques sur la